



Le 18 avril 2025

Élection fédérale de 2025: Sondage du Congrès des Ukrainiens Canadiens – Le Bloc Québécois

L'équipe électorale du Bloc Québécois 2025:

1. Vous engagez-vous à consacrer au moins 2% du PIB du Canada à la défense? Si oui, à compter de quelle date?

Réponse: Oui. Nous ne pouvons pas donner de date précise puisque nous ne formerons pas le gouvernement, mais nous estimons que le gouvernement a trop tardé pour augmenter les budgets militaires à 2% du PIB tel que convenu avec nos alliés de l'OTAN il y a plus de dix ans. Nous croyons qu'il y a toutefois des défis puisque le ministère de la Défense retourne annuellement une partie importante de son budget alloué, en partie à cause du manque de militaires. Comblar la pénurie de personnel devrait être la priorité du gouvernement, ce qui passe selon nous par de meilleures conditions de travail pour les militaires et par une diminution du nombre de mutations forcées. Le gouvernement devra aussi trouver des moyens pour former rapidement les nouvelles recrues, ce qui passe en partie par une meilleure rétention des militaires qualifiés pour donner de l'instruction.

2. À quel pourcentage du PIB comptez-vous porter les dépenses liées à la défense? À compter de quelle date?

Réponse: Nous visons 2% pour l'instant, mais il faudra analyser les besoins et consulter nos alliés afin de déterminer si le gouvernement doit investir davantage. Nous croyons qu'il y a toutefois des défis puisque le ministère de la Défense retourne annuellement une partie importante de son budget alloué. Comblar la pénurie de personnel devrait être la priorité du gouvernement.

3. Quel est votre plan pour investir dans l'industrie de la défense du Canada et pour augmenter la production nationale de matériel de défense? Que ferez-vous pour garantir que les achats de matériel de défense proviennent de sources stables et fiables?

Réponse: Nous voulons qu'il y ait un plan stable d'approvisionnement à long terme. Le gouvernement a, par exemple, tendance à augmenter provisoirement ses commandes en munitions, comme les obus de 155 mm. Ceci fait en sorte que l'industrie n'investisse pas pour augmenter sa production et se tourne plutôt vers des usines et dépôts étrangers pour combler les besoins. Le gouvernement doit s'assurer que le volume de commandes permette d'augmenter durablement la

production. Nous souhaitons également que le gouvernement se tourne davantage vers l'industrie québécoise et canadienne. À titre d'exemple, pour le remplacement des CP-140 Aurora, le gouvernement n'a même pas lancé d'appel d'offres qui aurait permis à Bombardier de proposer son modèle. Le gouvernement s'est plutôt tourné vers l'entreprise américaine Boeing. Le Québec serait pourtant bien placé pour tirer parti des investissements militaires grâce à son industrie aérospatiale de classe mondiale. Le Bloc Québécois veut un investissement important dans l'industrie de la défense, ce qui comprend des investissements en brise-glace produits par la Davie, dans des technologies de télécommunications et dans des infrastructures.

4. La région arctique du Canada est assez peu défendue. Si vous êtes élu au gouvernement, que ferez-vous pour sécuriser l'Arctique canadien?

Réponse: Le Bloc Québécois veut un investissement important dans l'industrie de la défense, ce qui comprend des investissements en brise-glace produits par la Davie, dans des technologies de télécommunications et dans des infrastructures, incluant dans l'Arctique. Nous voulons également augmenter le recrutement et la rétention dans les Forces armées canadiennes, ce qui passe selon nous par de meilleures conditions de travail pour les militaires et par une diminution du nombre de mutations forcées. Le gouvernement fédéral a fait construire à grands frais des navires, mais il manque de militaires pour les opérer. Nous croyons qu'il faut considérer modifier le mandat de la garde côtière afin d'y ajouter un mandat de défense côtière, ce qui impliquerait d'intégrer la garde côtière à la défense nationale, d'offrir une formation paramilitaire aux marins de la Garde côtière et d'équiper les navires avec les équipements nécessaires pour accomplir ce nouveau mandat. Nous croyons que si nous déployons des brise-glace polaires au pôle Nord pour défendre le territoire, il serait logique que ces navires aient certaines capacités pour se défendre ou d'opérer dans des situations hostiles.

5. La France a déclaré être prête à étendre son parapluie nucléaire indépendant au reste de l'UE. Pour que le Canada soit en mesure d'assumer la responsabilité de sa propre défense nationale, êtes-vous favorable au développement d'une force de dissuasion nucléaire indépendante?

Réponse: Non, le Canada n'a pas et ne doit pas se doter de l'arme nucléaire. Nous estimons que, dans un monde idéal, il n'y aurait pas d'armes nucléaires et nous nous opposons à la prolifération nucléaire.

6. Comptez-vous investir dans l'extraction et l'exportation de ressources énergétiques canadiennes?

Réponse: Nous priorisons les investissements dans les énergies renouvelables plutôt que dans l'énergie fossile. Nous croyons que la demande mondiale pour les énergies fossiles ira en diminuant de toute manière et que de se lancer si tardivement dans des projets d'extraction et d'exportation d'énergie fossile ne serait pas justifié sur le plan économique.

7. Êtes-vous favorable à la construction de pipelines vers les océans atlantique et pacifique afin d'approvisionner l'Europe et l'Asie en ressources énergétiques canadiennes?

Réponse: [Non, le Bloc Québécois s'oppose à des projets comme Énergie Est qui menaceraient nos cours d'eau et n'apporteraient pratiquement rien à l'économie québécoise.](#)

8. Depuis février 2022, le Canada a fourni à l'Ukraine environ 4,5 milliards de dollars en aide militaire. Quel est le niveau de soutien militaire annuel (armes, munitions, communications militaires, programmes de formation, etc.) que vous fournirez à l'Ukraine?

Réponse: [Nous voulons contribuer à la défense de l'Ukraine, mais pour ce faire le Canada doit augmenter sa production de munitions et améliorer son système d'approvisionnement militaire. Nous croyons que le Canada pourrait en faire beaucoup plus en matière de munitions et nous soutiendrons toute initiative susceptible d'aider l'Ukraine à contrer l'agression russe.](#)

9. Continuerez-vous à soutenir l'économie de l'Ukraine et son budget d'État?

Réponse: [Oui.](#)

10. Environ 300 milliards de dollars d'actifs russes sont actuellement gelés et peuvent être mobilisés pour la défense de l'Ukraine. Soutiendrez-vous la saisie de ces actifs russes et leur réaffectation à la défense de l'Ukraine?

Réponse: [Oui, nous avons toujours soutenu cette mesure, mais déplorons que le gouvernement fédéral fasse fréquemment des annonces qui demeurent sans effet. Nous exhortons le gouvernement à aller de l'avant avec la réaffectation des actifs russes saisis.](#)

11. Continuerez-vous de soutenir le droit de l'Ukraine d'adhérer à l'alliance de l'OTAN?

Réponse: [Oui.](#)

Isoler la Russie et lui demander des comptes

12. Êtes-vous favorable à ce que le Canada continue de mener la coalition internationale pour le rapatriement des enfants ukrainiens?

Réponse: [Oui. L'enlèvement d'enfants ukrainiens par la Russie constitue un crime de guerre grave et impardonnable. La Russie doit être tenue responsable et transférer à leurs familles l'ensemble des enfants kidnappés.](#)

13. Soutenez-vous la création d'un tribunal international chargé de poursuivre les crimes commis par la Russie en Ukraine?

Réponse: Oui. La Russie doit être tenue responsable pour ses graves crimes de guerre commis en Ukraine.

14. Allez-vous rompre les liens diplomatiques avec la Russie? Sinon, expulserez-vous suffisamment de diplomates russes du Canada pour assurer une parité avec le nombre de diplomates canadiens en Russie?

Réponse: Nous ne souhaitons pas rompre les liens diplomatiques avec la Russie pour l'instant. Nous nous soucions grandement de l'espionnage et de la répression transnationale commis par des pays comme la Russie. Nous croyons qu'il est plausible que leurs diplomates aient des fonctions illicites et nous appuierions l'expulsion de diplomates qui commettent des gestes contraires aux conventions internationales.

15. Désignerez-vous la Russie comme État partisan du terrorisme?

Réponse: Nous serions ouverts à étudier cette perspective en comité, sans pour autant être en mesure de nous prononcer sur cette option pour le moment.

16. Allez-vous remédier aux lacunes des sanctions contre la Russie et instaurer un embargo commercial total à l'encontre de la Russie?

Réponse: Nous estimons que les sanctions canadiennes contre la Russie étaient fréquemment inefficaces et visaient davantage à faire de la communication politique qu'à réellement nuire à la Russie. Nous voulons que les sanctions forcent la dictature à Vladimir Poutine à cesser son agression contre l'Ukraine et nous appuierons des mesures susceptibles d'accomplir cet objectif. Pour l'embargo commercial total, nous devons consulter nos alliés et nos industries pour nous assurer qu'une telle mesure ne nous nuise pas davantage qu'elle nuirait à Poutine.

17. Prolongerez-vous automatiquement les permis de travail accordés dans le cadre du programme d'AVUCU jusqu'à 2028?

Réponse: Oui, nous croyons qu'il serait approprié de le faire puisque l'Ukraine est toujours en guerre et que la Russie vise les populations civiles.

18. Allez-vous offrir aux Ukrainiennes et Ukrainiens déplacés des voies d'accès à la résidence permanente et maintenir leur accès aux services essentiels, considérant que leur permettre de construire des vies stables au pays contribue à renforcer l'économie, les communautés et les valeurs partagées du Canada?

Réponse: Nous croyons qu'il appartient au gouvernement du Québec de déterminer sa politique d'immigration et, conséquemment, nous estimons qu'il appartient à Québec de répondre à cette question.

19. Quelles mesures prendrez-vous pour veiller à ce que les organisations culturelles et les centres communautaires ukrainiens-canadiens – dont beaucoup participent à l'intégration réussie des nouveaux arrivants – reçoivent le soutien fédéral nécessaire pour continuer à bâtir des communautés canadiennes inclusives, résilientes et fières?

Réponse: De façon générale, nous estimons que l'intégration des immigrants revient au gouvernement du Québec.

20. Soutiendrez-vous une reconnaissance simplifiée et accélérée des accréditations et titres de compétences étrangers, en particulier dans les secteurs clés, afin que les nouveaux arrivants qualifiés puissent contribuer à la prospérité du Canada sans retard ou obstacles évitables?

Réponse: La reconnaissance des accréditations et titres de compétences est une compétence provinciale. Conséquemment, cette question devrait être adressée au gouvernement du Québec puisqu'Ottawa n'a pas compétence sur le sujet.

21. Êtes-vous favorable à une approche fédérale coordonnée pour l'intégration à long terme des Ukrainiennes et Ukrainiens déplacés, incluant notamment des investissements dans le logement, l'emploi, la formation linguistique et les initiatives communautaires, en reconnaissance du fait que cela permettra de construire un Canada plus inclusif, compatissant et mieux préparé pour l'avenir?

Réponse: Le Bloc Québécois a proposé dans sa plateforme électorale 2025 une série de mesures pour le logement. Nous estimons toutefois que l'intégration des immigrants est une compétence provinciale et que cette question serait plus appropriée à l'intention du gouvernement québécois.